



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYTRADEM

22 rue de la Grande Haie
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/25-2841

N° Hélios : 63137

Code AIOT : 0006513254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 novembre 2025 dans l'établissement SYTRADEM implanté 22 rue de la Grande Haie 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 9 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYTRADEM
- 22 rue de la Grande Haie 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006513254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers (SYTRADEM) exploite un centre de collecte, de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers, implanté au 22 rue de la Grande Haie à Montereau-Fault-Yonne.

Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 087 du 31 mars 2009 complété. Il relève par ailleurs de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Étalonnage des systèmes de mesure des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Plan de gestion OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique des ponts-bascule	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3	Sans objet
2	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3	Sans objet
5	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, articles 5.5.1 et 5.7.2 ; Arrêté ministériel du 12/01/2021, point 7.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
13	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
14	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
15	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
16	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
17	Travaux et sous-traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
18	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
19	Surveillance et fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
20	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
21	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
22	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 12 novembre 2025 a permis de constater que les conditions d'exploitation du centre de collecte, de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers exploité par le SYTRADEM à Montereau-Fault-Yonne, étaient globalement satisfaisantes et conformes au regard des prescriptions contrôlées.

À l'issue de la visite, plusieurs justificatifs sont demandés concernant :

- la campagne du second semestre 2025 de mesure de la qualité des eaux souterraines,
- le contrôle QAL2 des analyseurs en continu du mercure et de l'acide chlorhydrique (titulaires et redondants),
- la campagne de mesurage en conditions représentatives des phases d'arrêt et de démarrage de l'installation,
- le compteur OTNOC,
- la vérification des installations électriques,
- la vérification de certains moyens de lutte contre l'incendie,
- la vérification de la caméra thermique,
- la mise à jour du plan d'opération interne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique des ponts-basculer

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3
Thème(s) : Autre, Accès à l'établissement
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé de deux ponts bascules d'une capacité minimale de 50 tonnes et munis d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de connaître les tonnages de déchets entrant ou sortant de l'établissement. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a présenté les carnets métrologiques des deux ponts-basculer de l'établissement, respectivement installés en entrée et en sortie d'établissement. Le pont-basculer en entrée a fait l'objet d'une nouvelle vérification primitive suite à une intervention, en date du 9 juillet 2024, puis d'une vérification périodique le 6 février 2025. Le pont-basculer en sortie a fait l'objet d'une dernière vérification périodique le 5 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3
Thème(s) : Autre, Accès à l'établissement
Prescription contrôlée : [...] L'établissement est également équipé, au niveau de chaque pont basculer, d'un système de détection de la radioactivité permettant de contrôler l'ensemble des chargements entrant ou sortant du site. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioprotection. Une zone de stationnement est prévue au sein de l'établissement pour l'isolement d'un véhicule qui aurait provoqué le déclenchement du système de détection de la radioactivité. Cette mesure d'isolement respecte les dispositions applicables en matière de radioprotection.
Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a présenté les derniers rapports de la vérification périodique des deux portiques de détection de la radioactivité, effectués le 3 juillet 2025. Les rapports mentionnent un seuil de déclenchement réglé à 2,5 fois la valeur du bruit de fond radiologique.

Une zone d'isolement est également présente dans l'établissement, dans le cas où, suite à un déclenchement, l'organisme habilité en matière de radioprotection recommanderait de placer le déchet radioactif à l'isolement, soit dans l'attente d'une décroissance radiologique, soit dans l'attente de sa prise en charge pour élimination par un organisme spécialisé.

Lors de l'inspection, aucun déchet radioactif n'était entreposé dans cette zone d'isolement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un réseau de plusieurs puits de contrôle (piézomètres) permet de contrôler la qualité des eaux de la nappe alluviale de la Seine. Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques.

Pour chacun des puits de contrôle dont le nombre ne peut être inférieur à 3 (1 piézomètre en amont hydraulique de l'établissement et les deux autres en aval hydraulique), il est procédé à un contrôle semestriel de la qualité des eaux suscitées. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme extérieur agréé.

Le contrôle et les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, conductivité, NTK, NH_4 , Cl, Mg, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, V, Sb, As, Co, P, DCO, COT, MES, hydrocarbures totaux,
- analyse biologique : DBO₅,

Les prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Le niveau des eaux souterraines est également mesuré semestriellement. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés.

Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires nécessaires, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) qui tiennent compte des résultats initiaux de caractérisation de la qualité des eaux souterraines réalisée lors de la campagne de 2005 et figurant dans le dossier de demande d'autorisation du 31 juillet 2008 susvisé, et permettent d'apprécier l'évolution dans le temps des niveaux et de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant archive les résultats de tous les contrôles et analyses effectués sur les eaux souterraines pendant toute la durée de l'exploitation de l'établissement.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques prévues ci-dessus sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées ci-après sont mises en œuvre.

En cas de dégradation significative de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. Il informe, dans les plus brefs délais, le Préfet et l'inspection des installations classées de la dégradation constatée et leur adresse simultanément le descriptif du plan d'actions qu'il a engagé. Il adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application de ce plan de surveillance. Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté en accord avec le Préfet.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une analyse semestrielle de la qualité des eaux souterraines sur un réseau de piézomètres, qui était constitué de 5 ouvrages jusqu'en 2023.

Suite aux précédentes campagnes, qui mettaient en évidence des teneurs significatives en manganèse au droit d'un piézomètre (PZ5), alors que les activités de l'établissement ne sont a priori pas susceptibles d'expliquer ces teneurs, une campagne d'investigation avait été diligentée par l'exploitant en mars 2021.

Les résultats de cette campagne, réalisée par un organisme extérieur agréé, avaient conduit à l'implantation, en mai 2023, de 3 nouveaux piézomètres (PZ6, PZ7 et PZ8), à proximité de l'ouvrage PZ5.

Les campagnes ultérieures ont ainsi été réalisées sur les 8 ouvrages constituant désormais le réseau de piézomètres. À noter que, fin 2023, l'ouvrage PZ3 a été comblé dans le cadre des travaux de rénovation de la déchèterie voisine. Un nouveau piézomètre a ensuite été foré à proximité de l'emplacement du piézomètre d'origine.

Lors des campagnes réalisées depuis fin 2023, les résultats mettent en évidence des gammes de concentration en manganèse dissous, comprises entre 0,1 et 6 mg/l au droit des ouvrages PZ2, PZ3, PZ5, PZ6, PZ7 et PZ8.

L'organisme externe agréé estimait dans son analyse, que la carte piézométrique ne permettait pas de déterminer un amont et un aval hydraulique. Aussi, d'après l'organisme, il n'était pas possible de déterminer une origine « hors site » du manganèse. La teneur la plus élevée est mesurée sur le site au droit de l'ouvrage PZ5 et non en limite de propriété.

Sur le fondement de ces constats, l'organisme a formulé plusieurs recommandations, notamment :

- l'inspection caméra de tous les ouvrages, afin de vérifier la présence de traces orangées,
- suivre les paramètres suivants dans le cadre du suivi de la qualité des eaux souterraines (pour confirmer le milieu réducteur de la nappe) :
 - mesure *in situ* : potentiel d'oxydo-réduction, pH et oxygène dissous,
 - analyses en laboratoire : NO_3^- (forme oxydée) et NO_2^- , NH_4^+ (formes réduites),

ferrobactéries, fer dissous, manganèse dissous, différentes formes de manganèse : Mn^{2+} , MnO_2 , Mn_2O_3 , $Mn(OH)_2$.

- la conservation de la mémoire de la qualité de l'état environnemental du site.

Le rapport de mesure de la qualité des eaux souterraines de la dernière campagne dont les résultats ont été présentés par l'exploitant (campagne du 1^{er} semestre 2025, réalisée le 4 juin 2025), fait toujours apparaître une teneur significative en manganèse sur les ouvrages PZ5 (8,90 mg/l), PZ6 (0,18 mg/l) et PZ7 (1,70 mg/l).

Il convient de noter que les mesures effectuées au droit du nouvel ouvrage PZ3, sur lequel la campagne du second semestre 2022 avait ponctuellement mis en évidence une teneur inhabituellement élevée en hydrocarbures, ne fait plus ressortir de valeur anormale depuis les campagnes de 2023.

Suite à la précédente visite de l'établissement du 12 décembre 2024, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre, à partir de 2025, les recommandations formulées par l'organisme extérieur agréé suite aux investigations relatives au manganèse :

- l'inspection caméra de tous les ouvrages, afin de vérifier la présence de traces orangées,
- suivre, lors des prochains suivis de la qualité des eaux souterraines à fréquence semestrielle, les paramètres suivants pour confirmer le milieu réducteur de la nappe :
 - mesure *in situ* : potentiel d'oxydo-réduction, pH et oxygène dissous,
 - analyses en laboratoire : NO_3^- (forme oxydée) et NO_2^- , NH_4^+ (formes réduites), ferrobactéries, fer dissous, manganèse dissous, différentes formes de manganèse : Mn^{2+} , MnO_2 , Mn_2O_3 , $Mn(OH)_2$,
- la conservation de la mémoire de la qualité de l'état environnemental du site.

Toutefois, lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a présenté un échange avec l'organisme, dans lequel celui-ci indique que :

- malgré des consultations menées auprès de différents laboratoires, il n'a pas réussi à identifier de laboratoire en mesure de réaliser une spéciation du manganèse,
- ces analyses devaient démontrer le caractère réducteur du milieu au droit du PZ5, pouvant expliquer les fortes concentrations en manganèse,
- leurs études n'avaient pas mis en évidence d'activité associée au manganèse au droit du site avant l'implantation de l'établissement,
- les procédés mis en œuvre dans l'établissement n'impliquent pas de manganèse,
- en conséquence, l'hypothèse d'une origine naturelle ou hors site est privilégiée.

Compte tenu de ce qui précède, il ressort une impossibilité pour l'exploitant de mettre en œuvre les recommandations de l'organisme extérieur agréé suite aux investigations relatives au manganèse.

Concernant la réalisation de la seconde campagne semestrielle de 2025, l'exploitant a précisé, suite à la visite du 12 novembre 2025, que celle-ci avait eu lieu le 14 novembre 2025. À la date du présent rapport, l'exploitant est en attente du rapport de ladite campagne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès réception, le rapport de la campagne du second semestre 2025 de mesure de la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Étalonnage des systèmes de mesure des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air doivent être effectuées de manière représentative, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furanes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes visées par l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et à un essai annuels de vérification par un organisme compétent.</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moins tous les trois ans au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, selon les méthodes de référence, et conformément à la norme référencée dans l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les équipements de mesure en continu et en semi-continu sont implantés de manière à ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci, et à pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment durant la durée des contrôles périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite de l'établissement en décembre 2024, l'exploitant avait présenté le rapport du dernier contrôle QAL2 des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques (titulaires et redondants), réalisé du 23 au 25 mai 2023.</p>

En revanche, il n'a pas été en mesure de présenter le certificat QAL1 de l'analyseur en continu du mercure, installé en 2023. Lors du contrôle QAL2 de 2023, l'analyseur en continu du mercure n'avait pas été vérifié, car il n'était pas en service au moment du contrôle.

Pour les autres équipements de mesure en continu, ce rapport faisait apparaître une variabilité conforme. Toutefois, pour l'analyseur en continu de l'acide chlorhydrique (titulaire et redondant), les fonctions d'étalonnages, déterminées au moyen des techniques décrites dans les documents de référence, n'avaient pas permis d'établir une corrélation suffisamment fiable.

Lors de la visite de décembre 2024, l'exploitant n'avait pas pu présenter le certificat QAL1 de l'analyseur en continu du mercure.

Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a présenté le certificat QAL1 de l'analyseur en continu du mercure (titulaire et redondant), établi le 11 avril 2022 et valable jusqu'au 27 juillet 2027.

Pour les analyseurs en continu du mercure et de l'acide chlorhydrique (titulaires et redondants), l'exploitant a fait réaliser un nouveau contrôle QAL2 le 29 février 2024. Cependant, ce contrôle a fait ressortir que les analyseurs en continu du mercure (titulaire uniquement) et de l'acide chlorhydrique (titulaire et redondant), ne respectaient pas les critères de variabilité, et qu'il y avait lieu de procéder à un nouvel étalonnage.

À la même date (29 février 2024), l'exploitant a fait réaliser un contrôle AST des analyseurs en continu pour tous les autres paramètres (titulaires et redondants). Ce contrôle a confirmé la conformité des analyseurs, ainsi que le respect des critères de variabilité et de justesse des fonctions déterminées lors du précédent QAL2.

Compte tenu des résultats des contrôles QAL2 réalisés en 2023 et 2024 pour les analyseurs en continu du mercure et de l'acide chlorhydrique, l'exploitant avait programmé un nouveau contrôle QAL2 en 2025. Cependant, l'organisme en charge de l'étalonnage n'a pas fait livrer la balise permettant l'étalonnage des capteurs. Aussi, le contrôle QAL2 a été reporté à janvier 2026.

L'exploitant fait réaliser un contrôle QAL3 des équipements de mesure en continu, par le même organisme qui réalise les contrôles QAL2. Ces contrôles sont réalisés a minima 2 fois par an. En 2025, ce contrôle a été réalisé 3 fois (en février, août et novembre pour les équipements titulaires et en février, juin et août pour les équipements redondants). Les bouteilles de gaz étalons utilisées pour ces contrôles sont gérées par un prestataire externes et stockées sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, pour les analyseurs en continu du mercure et de l'acide chlorhydrique (titulaires et redondants), d'un contrôle QAL2 montrant le respect des critères de variabilité et une corrélation suffisamment fiable avec les fonctions d'étalonnages déterminées selon les documents de référence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, articles 5.5.1 et 5.7.2 ; Arrêté ministériel du 12/01/2021, point 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

5.5.1 Valeurs limites des émissions atmosphériques

Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière,
- 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes, ou 100 mg/m³ de gaz de combustion pour toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur trente minutes prises au cours d'une même période de 24 heures.

Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂ et NOx

Paramètres	Valeurs limites	
	Valeur moyenne journalière (mg/Nm ³)	Valeur moyenne sur une demi-heure (mg/Nm ³)
Poussières totales	10	30
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4
Oxydes d'azote (NOx)	80	160
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	200

Métaux lourds

Paramètres	Valeur limite(mg/Nm ³)
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05
Total des autres métaux lourds (métal et ses composés, exprimés en métal) Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

Dioxines et furanes

Paramètre	Valeur limite (ng/Nm ³)
Dioxines et furanes	0,1

La concentration en dioxines et furanes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furanes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux.

Mesures ponctuelles

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Mesures en semi-continu

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage maximale de quatre semaines. Pour constituer de tels échantillons, le prélèvement des gaz doit intervenir, au plus tard, dès l'introduction des déchets dans le four d'incinération. Il ne peut être interrompu que lorsque le four ne contient plus de déchets.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 5.7.1 du présent arrêté.

Ammoniacs

Paramètre	Valeurs limites	
	Valeur journalière moyenne (mg/Nm ³)	Valeur moyenne sur une demi-heure (mg/Nm ³)
Ammoniac	10	20

5.7.2 Modalités de la surveillance des rejets atmosphériques à l'émission

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission des résultats à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées dans le tableau suivant.

Paramètres	Autosurveillance	Surveillance réalisée par un organisme extérieur agréé
Débit des gaz	Mesure et enregistrement en continu ou mesure en semi-continu pour les dioxines et furanes	Contrôle semestriel(**)
Température d'incinération à proximité de la paroi interne ou en un point représentatif de la chambre de combustion		
Température des gaz à l'émission		

Teneur en vapeur d'eau		
Teneur en oxygène		
NOx		
CO		
COT		
Ammoniac		
Poussières totales		
HCl		
HF		
SO ₂		
Dioxines et furanes (***)		
Métaux lourds : - Hg (et ses composés) - Cd + Tl (et leurs composés) - Pb + Cr + Mn + Cu + Ni + As + Sb + Co + V (et leurs composés) (*)	Non concerné	
PCB assimilables aux dioxines et furanes		

(*) : les résultats des teneurs en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'en effectuer la somme.

(**) : au cours de la 1^{ère} année suivant la mise en service effective (après réception) de l'unité d'incinération, la surveillance réalisée par l'organisme extérieur agréé est portée à une fréquence trimestrielle.

(***) : Mesures ponctuelles et en semi-continu des dioxines et furanes selon les modalités fixées aux articles 5.5.1 et 5.7.3.

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) pourra ne pas être effectuée si l'exploitant démontre que les traitements qu'il applique au chlorure d'hydrogène (HCl) garantissent que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de HF font l'objet d'au moins deux mesures par an.

Annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021

7.1. Valeurs limites d'émission

7.1.1. En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière

COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40	30	moyenne journalière
NO _x	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH ₃ (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Mn+Ni+ V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

Constats :

En 2025, les contrôles semestriels des rejets atmosphériques par un organisme extérieur agréé ont été réalisés :

- les 19 et 20 mai, pour le premier semestre,
- le 9 septembre, pour le second semestre.

Ces contrôles semestriels font apparaître des valeurs conformes aux valeurs limites applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures

directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

Lors de la précédente visite de l'établissement, l'exploitant avait indiqué qu'une campagne de mesurage en conditions représentatives des phases d'arrêt et de démarrage de l'installation serait planifiée lors de la prochaine période d'arrêt technique programmé en 2025.

Toutefois, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas réussi à planifier cette campagne comme initialement prévu, lors de l'arrêt technique programmé réalisé en juin 2025.

L'exploitant s'est engagé à réaliser cette campagne de mesurage durant la prochaine période d'arrêt programmé en juin 2026. Il est rappelé que cette campagne est à réaliser au plus tard le 3 décembre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de programmer la campagne de mesurage en conditions représentatives des phases d'arrêt et de démarrage de l'installation, au cours de la prochaine période d'arrêt technique programmé en 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Plan de gestion OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1

Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en

conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;

- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Lors de la précédente visite de l'établissement, l'exploitant avait présenté de manière détaillée le plan de gestion OTNOC mis en place dans l'établissement fin 2023. Ce plan de gestion avait été établi suivant un modèle mis en place au niveau national par le groupe VÉOLIA, tandis que les conditions OTNOC avaient été déterminées de façon spécifique au regard des caractéristiques des installations, sur la base d'une analyse fonctionnelle détaillée. Les systèmes d'autosurveillance et de supervision générale avaient été mis à jour pour intégrer les mesures ainsi que les compteurs spécifiques en conditions OTNOC.

Toutefois, à la date de la visite du 12 novembre 2025, la durée cumulée en conditions OTNOC atteignait 302 heures (soit au-delà de la durée maximale réglementaire de 250 heures).

L'exploitant a indiqué que cette situation était principalement liée à une augmentation significative du temps OTNOC sur les mois d'avril et mai 2025 (172 heures de temps OTNOC sur ces deux mois). Cette augmentation du temps OTNOC est principalement liée à deux critères de déclenchement :

- l'injection de bicarbonate de sodium,
- une ventilation trop élevée du système d'air primaire.

Plusieurs actions ont été entreprises par l'exploitant à partir du mois d'avril 2025 :

- réalisation d'actions sur les équipements (nettoyage de la trémie et du réchauffeur d'air primaire, nettoyage et amélioration du système d'injection de bicarbonate de sodium, remplacement de capteurs, recherche de fuites et modification des réglages de combustion),
- modification et réajustement des seuils de déclenchement OTNOC concernés, suite à un retour d'expérience sur l'année 2024,
- modification de la composition des apports afin de mieux maîtriser la combustion et les polluants (diminution de la part des autres déchets résiduels au profit de la part des ordures ménagères).

Le suivi mensuel des durées OTNOC fait apparaître que suite à ces actions, les temps OTNOC mensuels ont baissé de façon très importante à compter de juin 2025. La durée cumulée de temps OTNOC n'est plus que de 72 heures entre le 1^{er} juin 2025 et le 31 octobre 2025 (soit moins de

15 heures par mois en moyenne).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un état mensuel du compteur OTNOC établi au 31 décembre 2025, pour confirmer l'efficacité des actions engagées à partir d'avril 2025 visant à réduire la durée cumulée en OTNOC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs. La traçabilité de ces actions correctives est assurée par l'exploitant et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> [...]
Constats : <p>Lors de la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a présenté le rapport de la dernière vérification périodique des installations électriques (Q18), effectuée le 20 janvier 2025 pour le bâtiment d'entretien des bennes à ordures ménagères, et du 22 au 24 septembre 2025 pour le bâtiment principal de l'établissement.</p> <p>Le compte-rendu de la vérification des installations du bâtiment d'entretien des bennes à ordures ménagères ne fait ressortir aucune observation, mais celui-ci fait apparaître une date de précédente visite au 17 octobre 2023, soit plus d'un an avant la visite du 20 janvier 2025.</p> <p>Le rapport de la vérification Q18 des installations du bâtiment principal fait quant à lui apparaître 8 observations dont une récurrente. L'exploitant a présenté le suivi de la levée de ces observations, par l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur, sous la forme d'un ordre de travail qui reste ouvert jusqu'à la levée de l'ensemble des observations.</p> <p>L'ordre de travail correspondant à la dernière vérification périodique des installations électriques du bâtiment principal a été clôturé le 22 octobre 2025. Il ressort que cet ordre de travail prend en compte 5 observations. L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électrique différent du rapport Q18 susmentionné, faisant apparaître seulement 5 observations et non 8. L'exploitant indique que c'est ce rapport qui a été pris en compte pour le suivi de l'ordre de travail.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'identifier la différence entre les deux rapports de vérification des installations électriques du bâtiment principal et de déterminer si les conclusions du rapport Q18 doivent donner lieu à des actions complémentaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens internes de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> des extincteurs, en nombre suffisant et dont l'agent extincteur (eau pulvérisée, eau pulvérisée + additifs, CO₂, et poudre) est approprié aux risques à combattre et compatible avec les produits stockés, sont disposés à des emplacements aisément accessibles. La nature de l'agent extincteur est signalée. Si l'emploi d'eau comme agent extincteur est prohibé, cette interdiction est affichée de manière bien apparente au niveau de la zone considérée. Ces extincteurs sont en particulier protégés (housses, boîtes étanches, etc) en zone de fort empoussièrement, et correctement identifiés par des panneaux réglementaires prévues à cet effet ; des robinets incendie armés (RIA), en nombre suffisant, sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes en vigueur et placés près des accès et des zones présentant des risques d'incendie. Les RIA sont disposés de telle sorte qu'un foyer d'incendie puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Les RIA sont protégés contre le gel. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que, compte tenu des pertes de charge dynamique créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser les RIA les plus défavorisés dans des conditions normales de pression ; 3 bouches (ou poteaux) incendie réparties judicieusement au sein de l'établissement, de capacité unitaire 60 m³/heure. Ces poteaux incendie, conformes aux normes en vigueur, doivent être réceptionnés dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service départemental d'incendie et de secours. S'il s'agit de nouveaux hydrants, l'exploitant fournit au Directeur départemental des services d'incendie et de secours (Bureau prévision - 56, avenue de Corbeil - BP 109 - 77001 - MELUN Cedex) une attestation délivrée par l'installateur des poteaux ou des bouches d'incendie faisant apparaître la conformité à la norme NF S 62-200 et précisant le débit minimal simultané des appareils et les pressions (statiques, dynamiques) ; un bassin enterré faisant office de réserve en eau incendie d'une capacité minimale de 360 m³, et une alimentation de secours en eau incendie via le réseau eau potable du site ; au niveau de la fosse de réception des ordures ménagères : 2 canons à eau additivée (2 360 litres/mn), une unité de dosage d'une capacité de 300 litres, un système d'aspersion

de la trémie du four, une rampe d'aspersion protégeant la baie vitrée du poste de commande donnant sur la fosse de réception des ordures ménagères.

L'ensemble de ces équipements doit être repéré et facilement accessible.

L'implantation de ces équipements doit être définie en accord avec les services d'incendie et de secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Constats :

Lors de l'inspection du 12 novembre 2024, l'exploitant a justifié des vérifications suivantes :

- Poteaux incendie : dernière vérification effectuée le 30 décembre 2024. L'essai en simultané sur deux poteaux, réalisé dans le cadre de cette vérification, a toutefois mis en évidence que le réseau ne permettait pas d'assurer un débit de 60 m³/heure par poteau, lorsque deux poteaux sont en marche en simultané.
- Robinets d'incendie armés : dernière vérification effectuée le 5 août 2025. Les demandes de réparation à l'issue de cette vérification avaient été faites le jour de la visite. Toutefois, il a été constaté que le flexible d'un robinet d'incendie armé (RIA n° 4) présentait une fuite.
- Extincteurs : dernière vérification effectuée le 31 décembre 2024. La prochaine vérification était prévue du 8 au 10 décembre 2025. Le rapport de la dernière vérification des extincteurs présents dans le bâtiment d'entretien des bennes à ordures ménagères n'a pas pu être présenté lors de la visite.
- Canons de fosse, surpresseur RIA et sprinklage : une vérification a été effectuée les 16 et 17 juillet 2025. La prochaine vérification est programmée au 15 janvier 2026. L'exploitant a fait savoir qu'une demande était en cours pour avancer la date d'intervention.
- Trappes de désenfumage : la dernière vérification a été effectuée le 19 août 2025.
- Blocs autonomes d'éclairage de sécurité : la dernière vérification a été effectuée le 16 décembre 2024. La prochaine vérification était prévue début décembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de vérifier, selon les hypothèses étudiées dans l'étude des dangers et en tenant compte de l'impossibilité du réseau de délivrer un débit d'au moins 60 m³/heure/poteau sur plus d'un seul poteau en simultané, que le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie disponibles dans l'établissement (y compris la réserve disponible dans le bassin enterré de 360 m³), est suffisant.

Il est également demandé à l'exploitant de justifier des réparations sur les robinets d'incendie armés, en particulier la réparation du flexible percé sur le RIA n° 4.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de vérification des canons

de fosse, du surpresseur RIA et du système de sprinklage.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de la dernière vérification des extincteurs présents dans le bâtiment d'entretien des bennes à ordures ménagères.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance et détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection.

En particulier, une installation de détection incendie est mise en place au niveau de l'unité d'incinération des ordures ménagères et du centre de tri.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, et les points sensibles de l'établissement et de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

Constats :

Lors de l'inspection du 12 novembre 2025, l'exploitant a justifié du contrôle des moyens suivants :

- Systèmes de sécurité incendie : l'exploitant fait procéder à des vérifications semestrielles, pour chacune d'entre elles, effectuées sur la moitié du parc. La première vérification 2025 a été effectuée le 9 avril 2025. La levée des observations formulées lors de cette visite a été attestée à l'issue d'une nouvelle visite effectuée le 10 juillet 2025. Après la visite du 12 novembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport de la vérification de la seconde moitié du parc, réalisée le 25 novembre 2025. Le prochain contrôle de la caméra thermique est quant à lui programmé le 22 janvier 2026. L'exploitant précise qu'aucune possibilité avant cette date ne lui a été proposée.
- Détecteurs de CH₄/NH₃ : l'exploitant fait procéder à des vérifications semestrielles des

détecteurs. Les dernières vérifications ont été effectuées le 23 avril et le 6 juin 2025. Les observations signalées lors de la première vérification ont été levées lors de la seconde vérification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport qui sera établi à l'issue de la prochaine vérification de la caméra thermique, actuellement programmée le 22 janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>L'exploitant a identifié les zones dans l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un risque spécifique. Ces zones sont matérialisées par le biais d'un affichage adapté, y compris des consignes appropriées à observer au regard du risque, et reportées sur un plan de l'installation. Ce plan a été présenté lors de la visite du 12 novembre 2025 et est disponible en salle de supervision. Ce plan n'est toutefois pas intégré au plan d'opération interne de l'établissement.</p> <p>L'établissement comporte une zone ATEX (zone de stockage du charbon actif). Sur le site, cette zone fait l'objet d'un affichage spécifique. La nature des risques et les consignes à respecter sont matérialisées à l'entrée de la zone, qui reste fermée à clé par défaut.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il fait appliquer les consignes de sécurité dans l'ensemble de l'enceinte de l'établissement (hors atelier), en particulier l'obligation d'un permis feu en cas de travaux</p>

impliquant l'apport de points chauds.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan d'opération interne de l'établissement pour y intégrer le plan de l'installation sur lequel sont matérialisées l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'un risque spécifique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée :
L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]
Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats :
L'exploitant a mis en place les consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.
Ces consignes sont présentées et signées par chaque intervenant externe à l'occasion de l'émargement d'accueil dans l'établissement. Elles sont par ailleurs affichées sur l'ensemble du site, et plus spécifiquement au niveau des zones à risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée :
L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :
<ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

Constats :
Les consignes décrites au point précédent comportent notamment l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque (y compris l'interdiction de fumer), dans l'ensemble de l'établissement, à l'exception des zones réservées à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;[...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
Constats : <p>Pour l'ensemble du site, l'exploitant met en œuvre des plans de prévention, pour toute intervention d'entreprises extérieures ou de sous-traitants. Le contenu des plans de prévention est décrit au point de contrôle n° 16.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du Code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :[...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]</p>

Constats :

L'établissement fait l'objet d'un plan d'opération interne, conformément à l'article 8.14.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2009.

Dans ce cadre et pour l'ensemble du site, l'exploitant met en œuvre des plans de prévention, pour toute intervention d'entreprises extérieures ou de sous-traitants. Les plans de prévention sont dématérialisés, sauf dans le cas particulier des entreprises individuelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dispositions du plan de prévention .

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée :

Article R. 4512-8 du Code du travail :

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Lors de la visite, du 12 novembre 2025, l'inspection des installations classées a consulté par sondage plusieurs plans de prévention.

À cette occasion, il a été constaté que les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien,

- les instructions à donner aux travailleurs,
- l'organisation d'une visite préalable avant l'intervention,
- une analyse relative à la gestion des déchets,
- le permis de feu lorsque nécessaire,
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice,
- les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement. Lors de l'arrêt technique programmé annuel, ce point fait l'objet d'une anticipation particulière, concernant la programmation des interventions. Des points de coordination sont régulièrement organisés.

Il a également été constaté que les plans de prévention consultés étaient entièrement et correctement renseignés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Travaux et sous-traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

L'exploitant délivre un permis feu pour l'ensemble des travaux par points chauds, quelle que soit la zone d'intervention sur le site (à l'exception de l'atelier).

L'inspection des installations classées a consulté les derniers permis feu délivrés. Il a été constaté que ces permis feu comprenaient la description et la durée des travaux à réaliser, les opérations susceptibles de présenter des risques dans le cadre des travaux, l'identification des risques et les mesures de prévention associées, ainsi que les informations relatives au recours à la sous-traitance et à la surveillance des travaux.

Les permis feu consultés étaient correctement et intégralement renseignés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'organisation présentée par l'exploitant, lors de la visite du 12 novembre 2025, fait ressortir que les opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, sont informés des risques liés aux installations et formés sur l'application des consignes, ainsi que sur la conduite à tenir en cas de sinistre. L'exploitant a justifié que, sur l'ensemble des zones de l'établissement, une partie du personnel est en permanence formé à l'intervention en cas de sinistre (formation d'équipier de première intervention). En outre, lorsque les travaux par des entreprises extérieures ou des sous-traitants nécessitent des formations ou habilitations particulières, les attestations individuelles correspondantes sont annexées au plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Surveillance et fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : L'organisation prévue par l'exploitant prévoit d'effectuer une ronde 30 minutes après la fin des travaux, puis une seconde dans les 2 heures suivant la fin des travaux, pour s'assurer de l'absence de risque. Il a été vérifié par sondage que ces rondes sont tracées dans les permis feu.

N° 20 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
--

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'alimentation électrique de l'établissement est assurée via un poste source raccordé au réseau ENEDIS, ainsi que, pour partie, en auto-consommation via la récupération d'une partie de l'énergie produite par l'incinération des déchets, par le biais d'une turbine de puissance 6 MW.
--

En complément, pour pallier les coupures sur le réseau ENEDIS, l'établissement dispose également des moyens suivants :
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• un dispositif permettant d'assurer un îlotage du site, pour compenser les phénomènes de micro-coupures sur le réseau ou pour assurer une alimentation complète des installations en cas de coupure totale sur le réseau ENEDIS,• un groupe électrogène de secours. |
|---|

L'établissement est également équipé d'un onduleur, garantissant l'alimentation électrique de l'automate de sécurité de sorte à assurer les fonctions de mise à l'arrêt en sécurité du four.
--

Le groupe électrogène de secours présente les caractéristiques suivantes :
--

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• puissance thermique de 1,7 MW, pour une puissance électrique utile de 640 kW,• type de carburant : GNR (gasoil non routier),• volume du réservoir de carburant : 1 800 litres, associé à une cuve externe de 10 000 m³,• consommation maximale en carburant de 169 litres/heure,• autonomie minimale de fonctionnement supérieure à 60 heures, au regard de la consommation maximale. |
|--|

Celui-ci fait l'objet d'un contrat de maintenance (présenté par l'exploitant), prévoyant une moyenne de 4 visites de maintenance par an. 3 visites de maintenance ont été effectuées en 2025 au moment de l'inspection du 12 novembre 2025.

Le groupe électrogène de secours de l'établissement est classé au titre de la rubrique n° 2910-A-2 (DC) de la nomenclature des installations classées (« Installations de combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane,
--

du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...] »).

En cas de défaillances, des alarmes sonores et visuelles sont présentes en salle de supervision.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

En cas de perte d'utilité électrique (coupure totale sur le réseau), un îlotage des installations est mis en place via une poursuite de l'alimentation par la turbine, alimentée par une récupération de l'énergie produite par l'incinération des déchets. Ce dispositif permet d'assurer 24 heures d'autonomie.

En cas de coupure plus longue, le relais de l'alimentation est assuré par le groupe électrogène de secours, qui permet d'assurer l'alimentation d'une partie des installations, en particulier des organes de sécurité et des équipements permettant la mise à l'arrêt des équipements. Compte tenu des caractéristiques techniques de ce groupe (volume des réservoirs, consommation maximale), celui-ci dispose d'une autonomie minimale supérieure à 60 heures.

En cas de nécessité, en particulier en cas de défaut du groupe électrogène, un onduleur garantit l'alimentation électrique de l'automate de sécurité, de sorte à assurer les fonctions de mise à l'arrêt en sécurité des fours.

Les coordonnées (numéro de téléphone prioritaire) du fournisseur d'énergie sont affichées en salle de supervision, pour informer le fournisseur de la perte des utilités et connaître la durée prévisionnelle de rétablissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Comme indiqué au point précédent, en cas de perte d'utilité électrique et dans l'éventualité où l'îlotage des installations, par le biais d'une alimentation via la turbine, ne serait pas suffisant, l'établissement dispose d'un groupe électrogène de secours permettant d'alimenter les organes de sécurité et d'assurer la mise à l'arrêt des équipements.

En cas de défaillance de ce moyen, des équipements sont prévus pour assurer, via l'automate de sécurité, les fonctions de mise à l'arrêt en sécurité des installations.

Une procédure de mise à l'arrêt, disponible sur le site, formalise les étapes à suivre dans ce cas de figure.

Type de suites proposées : Sans suite